Addendum C1 Description de l'objet

Une nouvelle autorisation environnementale doit être demandée pour l'aéroport car l'actuelle autorisation environnementale de base pour les pistes expirera le 8 juillet 2024.

Le renouvellement de ce permis environnemental est au cœur de l'objet de la demande. Elle suppose un simple renouvellement du permis environnemental existant, c'est-à-dire la poursuite des activités actuelles sans modification majeure des pistes (c'est-à-dire sans allongement des pistes).

La demande de renouvellement du permis d'environnement doit être introduite entre le 24e et le 12e mois avant la fin de la période, c'est-à-dire au plus tard le 8 juillet 2023.

1. Extension de l'objet et du champ d'application des établissements ou activités classés (IIOA)

Outre le permis d'environnement pour les pistes, plusieurs autres permis d'environnement distincts ont été accordés à BAC (Brussels Airport Company) pour, par exemple, des installations et/ou des activités appartenant à des (groupes de) bâtiments, des terminaux, des casernes de pompiers, ...

L'introduction du décret sur le permis unique et du concept d'établissement ou d'activité classé (IIOA) a créé l'obligation pour plusieurs établissements (sections Vlarem) qui doivent être considérés comme un ensemble technique cohérent d'être considérés ensemble comme un IIOA, qui sera alors inclus dans un seul permis unique. BAC regroupera donc toutes ses licences dans l'IIOA.

Pour cette raison, l'objet de la demande comprend également des établissements autorisés par un permis d'environnement de classe 2 ou 1 en vigueur qui, bien qu'ayant une date d'expiration légèrement plus tardive que celle des pistes, sont déjà susceptibles d'être renouvelés.

En outre, les établissements suivants sont également inclus dans l'IIOA :

* + Établissements autorisés par des permis environnementaux aéroportuaires (classe 2 ou 1) dont la date d'expiration n'est pas encore admissible au renouvellement,
	+ Établissements autorisés par des permis environnementaux de classe 2 avec une date d'expiration classés en classe 3 dans la classification Vlarem actuelle,
	+ Établissements déclarés en classe 3 qui n'ont pas de date d'expiration,
	+ Établissements autorisés par des permis environnementaux (quelle que soit leur catégorie) qui ont déjà été accordés pour une durée indéterminée et n'ont donc pas de date d'expiration.

Ces demandes de permis environnemental et de permis unique *ne font* donc *pas partie de l'objet de* la demande ; le cas échéant, elles devront être renouvelées ultérieurement, mais elles sont déjà "consolidées" dans l'IIOA et figurent donc également dans le guichet "environnement" (voir reproduction dans le guichet "environnement").

1. Explication des établissements considérés comme un ensemble technique cohérent :

L'IIOA doit bien entendu être délimitée géographiquement dans le compteur d'environnement ; cette délimitation est visible sous la forme d'un contour sur le plan sous la rubrique "établissement ou activité classé(e)" (voir ci-dessous). Ce contour comprend ce que l'on appelle le côté piste, l'aérogare et le côté ville *restreint*, ainsi que le bâtiment 16 du côté ville.



L'aéroport est divisé en deux zones strictement distinctes : le côté piste (*airside*) et le côté ville (*landside*).

* Côté piste : les activités et installations *côté piste font* clairement partie de l'exploitation de la piste.

Il s'agit de la "zone de mouvement" de l'aéroport, des terrains connexes et des (parties de) bâtiments dont l'accès est contrôlé, c'est-à-dire accessible uniquement aux voyageurs qui partent ou arrivent par avion, ou qui passent d'un vol à l'autre. Il s'agit notamment des jetées, des portes d'embarquement et des centres commerciaux hors taxes.

* Côté ville : la partie d'un aéroport délimitée par le contrôle de sécurité, les douanes, le contrôle des passeports, etc. qui est librement accessible au public non voyageur.

Il comprend les zones de l'aéroport, les terrains adjacents et les bâtiments ou parties de ceux-ci qui n'appartiennent pas au côté piste ; il s'agit principalement des terminaux de passagers et de fret, y compris les dépendances qui peuvent traverser le côté piste, et d'autres installations qui ne sont pas situées dans la zone définie par le côté piste.

Du côté terre, seul le bâtiment 16 avec la chaufferie centrale des aérogares est inclus dans la consolidation.

La zone *restreinte côté ville fait* référence à la zone spécifique qui dispose d'un contrôle des badges (direction) mais pas d'un contrôle de sécurité.

* Terminal : bâtiment de l'aéroport où les passagers passent du côté ville (transport terrestre) au côté piste (installations pour l'embarquement ou le débarquement d'un avion) en passant par l'inspection des bagages et les contrôles de sécurité.

Les activités côté piste, côté ville, restreintes et terminales, y compris le bâtiment 16 situé côté ville, se déroulent dans le cadre d'une interaction, chaque maillon de la chaîne étant nécessaire pour rendre possibles les activités aéroportuaires qui, ensemble, forment un tout technique. Les activités distinctes sont donc considérées comme un ensemble technique cohérent au sein de l'IIOA".

En résumé, il s'agit au total d'une consolidation de toutes les installations de Brussels Airport situées *côté piste*, *côté terre* et dans le terminal. Les activités de l'aéroport liées aux pistes sont incluses dans l'IIOA*, seules les sections Vlarem à renouveler (et renouvelables) faisant l'objet de la demande.*

Un nouveau numéro d'établissement sera attribué à l'aéroport. Les numéros d'établissement des licences en cours de consolidation seront remplacés par ce nouveau numéro d'établissement.

1. Bref historique du permis environnemental actuel
	* Le permis actuel a été accordé en première instance le 8 juillet 2004 (réf. D/PMVC/04A06/00637) et confirmé par le ministre après appel le 30 décembre 2004 (réf. AMV/0068637/1014B & AMV/0095393/1002B). Ce permis était une extension du premier permis environnemental accordé après l'entrée en vigueur de la loi Vlarem.

Plusieurs parties ont introduit des recours administratifs contre le décret ministériel auprès du Conseil d'État. Ces recours ont donné lieu à un arrêt interlocutoire du Conseil d'État et ont été finalement rejetés dans 7 arrêts du Conseil d'État du 26 février 2015, du 5 mars 2015, du 19 mars 2015 et du 15 mars 2015.

Mars 2015 et 13 juin 2015.

* + Modifications ultérieures :
		- En raison d'une modification d'office, un nouveau permis de modification a été délivré en première instance le 11/09/2008 (réf. D/A45/08F10/11253). Cette modification d'office comprenait un ajustement de la condition spéciale concernant le nombre maximum de vols de nuit autorisés (art. 3.II.4) par an à un maximum de 16.000 mouvements de nuit dont un maximum de 5.000 vols de départ. Après appel, la licence a été accordée le 29/01/2009 (réf. AMV/00068637/1027B) avec un ajustement de la condition spéciale de l'art. 3.II.4 à une restriction sur le nombre maximum de créneaux horaires de nuit disponibles par an de

16 000, dont un maximum de 5 000 pour les vols en partance, avec un autre errata le 26/03/2009 (réf. AMV/00068637/1027B/errata).

* + - Par ailleurs, le 26/07/2016, une autre modification d'office (déplacement temporaire du site pilote, réf. D/A45/16C07/24155) a été autorisée en première instance.
1. EIA

Les activités et les établissements pour lesquels l'initiateur doit établir un RIE de projet sont énumérés dans les annexes de l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 décembre 2004 établissant les catégories de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement, tel que modifié successivement (l'**arrêté RIE de projet**).

La décision relative à l'EIE du projet divise les projets en projets de l'annexe I (EIE toujours requise), projets de l'annexe II (exemption de l'obligation d'EIE possible après demande motivée ou rédaction de l'EIE du projet) et projets de l'annexe III (vérification préliminaire de l'EIE du projet requise).

L'annexe I de la décision relative à l'EIE du projet contient la section suivante, dont la pertinence est soulignée ci-dessous.

*Rubrique 8) Construction d'aérodromes avec une piste d'au moins 2 100 m*

Il est évident que le champ d'application de l'EIE (voir 2.4.2) est plus large que celui de la demande de permis d'environnement, étant donné que les effets de l'aéroport s'étendent au-delà de l'objet de la seule demande : à l'ensemble du territoire de l'État.

Pour permettre l'évaluation des impacts, l'EIE prend en compte l'unité d'ingénierie environnementale qui est plus large que l'IIOA.

1. Affichage dans le compteur d'environnement

Le tableau des rubriques du guichet environnement comprend toutes les rubriques de Vlarem qui constituent l'IIOA et dont la structure est fixe. Dans ce tableau, les *rubriques qui ne sont pas renouvelées et qui ne font pas l'objet de la demande* sont énumérées et cochées comme "inchangées", alors que la case "renouvellement" est cochée pour les rubriques qui font l'objet de la demande. Dans les plans de mise en œuvre, la situation consolidée (renouvellement + inchangé) est incluse. Dans les addenda, les explications et les informations complémentaires sont également axées sur "l'objet de la demande" (les rubriques qui sont renouvelées ou modifiées) et non sur les rubriques inchangées.

Étant donné que le compteur d'environnement actuel a ses limites opérationnelles, des précisions supplémentaires sur la manière dont les sections Vlarem ont été intégrées dans le compteur sont fournies ci-dessous.

Un fichier a été ajouté (addendum C14) avec un aperçu de toutes les licences, ainsi que leur date d'expiration, l'attribution de la zone aéroportuaire (*côté piste* / (*côté ville) restreint / terminal*) expliquée dans la section 2, ainsi que la façon dont la section est incluse dans la demande (cochée comme *renouvellement* ou *inchangée*). Les détails des changements sont indiqués dans la liste des rubriques et en fonction de la définition de chaque rubrique applicable figurant dans l'addendum C7 "liste des aéronefs". Des détails supplémentaires ont été ajoutés, le cas échéant, dans les addenda techniques (addenda R) aux rubriques.

Chaque section est expliquée ci-dessous :

* + Section 3.2.2.a) Rejeter, sans traitement dans une station d'épuration, des eaux usées domestiques autres que les eaux usées domestiques provenant d'unités résidentielles, avec un débit supérieur à 600 m³/an :, 2°, si le point de rejet est situé dans une commune dont le plan d'occupation des sols a été définitivement adopté : a) le point de rejet est situé dans une zone centrale ou dans une zone périphérique optimisée collectivement et individuellement, ou en dehors du plan d'occupation des sols

***Licencié :***

* + - ***Rejet des eaux usées domestiques (non incluses dans la section 3.6) totalisant 119 287,00 m³/an (bâtiment 9, 38, 1NT/ 1g/ 1m, 1C et 1 OT) dans l'égout public.***

***Changements :***

* + - ***Établissements nouvellement classés rejetant des eaux usées domestiques provenant des bâtiments 45, 112-128, 126, 133, 204, 213, 215 et 305 (non classés jusqu'à présent en raison de la séparation des eaux usées domestiques et des eaux usées domestiques).***

***< 600 m³/an)***

* + - ***Inchangé pour le rejet des eaux usées domestiques des (parties des) bâtiments 9 et 38***
		- ***Supprimer le rejet des eaux usées domestiques des (parties des) bâtiments 1nt/1g/1m, 1c et 1ot en raison de leur raccordement à une STEP privée.***

***Quantité totale consolidée***

* + - ***Rejet d'eaux usées domestiques avec un débit maximum de 2 197 m³/an (via 3 points de rejet) dont :***
			* ***1 970 m³ demandés pour une durée indéterminée (nouveau)***
			* ***227 m³ déjà sous licence pour une durée indéterminée (inchangé)***
	+ Section 3.4.2° Le rejet, sans traitement dans une station d'épuration, d'eaux usées industrielles contenant une ou plusieurs des substances dangereuses énumérées à l'annexe 2C, à des concentrations supérieures ou non aux critères de classification énumérés dans la colonne " critère de classification GS (substances dangereuses) " de l'article 3 de l'annexe 2.3.1 du présent arrêté, avec un débit supérieur à 2 m³/h et inférieur ou égal à 100 m³/h.

***Licencié :***

* + - ***Rejet d'eaux usées d'exploitation (écluses et aires de lavage) pour un total de 2 082,8 m³/an Changements :***
		- ***Inchangé pour le bâtiment 16, débit, max. 23 m³/h, 82,8 m³/an***
		- ***Division du débit autorisé du bâtiment 45b (max 0,30 m³/hr, 2 000 m³/an) en 1 500 m³/an (0,2 m³/hr) pour le bâtiment 45b et 500 m³/an (0,1 m³/hr) pour le bâtiment 204g.***

***Quantité totale consolidée :***

* + - ***Rejet d'eaux usées industrielles avec un débit maximal de 23,30 m³/h et 2 082,8 m³/an :***
			* ***82,80 m³/an (23 m³/hr) - date d'expiration 27/04/2037***
			* ***1 500 m³/an ; 0,2 m³/hr (2 000 m³/an sous licence) - modification demandée pour une durée déterminée (date d'expiration 05/06/2036)***
			* ***500 m³/an (0,1 m³/h) - demandé pour une durée indéterminée (nouveau)***
	+ Section 3.6.1. Stations d'épuration des eaux usées, y compris le rejet des effluents et la déshydratation des boues produites : pour le traitement des eaux usées domestiques autres que les eaux usées domestiques provenant de logements résidentiels, avec un débit supérieur à 600 m³/an

***Licencié :***

* + - ***Rejet de 15 000 litres d'eaux usées domestiques par une station d'épuration Changements :***
		- ***La rubrique n'est plus d'actualité car la station d'épuration est déjà incluse dans un permis de tiers. Cette activité peut être retirée de la licence de BAC.***

***Quantité totale consolidée :***

* + - ***0 m³/an, la section peut être supprimée***
	+ Section 6.4.1°, Installations de stockage de liquides inflammables d'une capacité totale de stockage de 200 l à 50 000 l inclus

***Licencié :***

* + - ***Stockage de liquides inflammables d'une capacité totale de 8 300 litres Amendements :***
		- ***Renouvellement du (d'une partie du) stockage dans les bâtiments 133***
		- ***Stockage supplémentaire dans les bâtiments 126 et 133***
		- ***Supprimer le stockage dans les bâtiments 45b et 112-128 Quantité totale consolidée :***
		- ***Stockage de 7 440 litres d'huiles diverses et de graisses lubrifiantes, dont :***
			* ***Stockage supplémentaire de 2 200 litres de pétrole - demandé pour une durée indéterminée (nouveau)***
			* ***Stockage de 5 240 litres d'huiles et de graisses lubrifiantes - demande pour une durée indéterminée (renouvellement)***
	+ Section 6.5.1°, Installations de distribution de carburant pour véhicules à moteur, à savoir les installations permettant de remplir les réservoirs de carburant des véhicules à moteur avec des hydrocarbures liquides, destinés à alimenter le(s) moteur(s) installé(s) sur ces véhicules : dispositifs avec un maximum de 2 tuyaux de distribution

***Licencié :***

* + - ***Système de distribution de diesel avec 1 tuyau de distribution (bâtiment 102) Modifications :***
		- ***Pas d'objet de la demande - Installation de distribution non modifiée Quantité totale consolidée :***
		- ***Système de distribution de diesel avec 1 tuyau de distribution***
			* ***Installation de distribution de diesel avec 1 collecteur - déjà autorisée pour une durée indéterminée (inchangée)***
* Section 12.1.1.3° Production d'électricité ; installations produisant du courant alternatif d'une puissance électrique apparente totale installée : supérieure à 10 000 kVA

***Licencié :***

* + ***25 alternateurs d'une capacité combinée de 26 660 kVA (13 330 kVA à prendre en compte pour la détermination de la classe)***

***Changements :***

* + ***Renouvellement des alternateurs des bâtiments 1OT, 112-128 et 148***
	+ ***Inchangé pour les bâtiments 1NT/1G/1M, 1C, 16, 34, 61, 213, 215 et 319 Quantité totale consolidée :***
	+ ***26 alternateurs d'une capacité combinée de 26 810 kVA (13 405 kVA à prendre en compte pour la détermination de la classe)***
		- ***3 alternateurs de 1 600 kVA chacun, total 4 800 kVA - date d'expiration 10/01/2028 (inchangé)***
		- ***1 alternateur de 250 kVA - date d'expiration 24/08/2029 (inchangé)***
		- ***2 alternateurs de 2 600 kVA chacun, total 5 200 kVA - date d'expiration 27/04/2037 (inchangé)***
		- ***16 alternateurs de respectivement 1 x 2 250 kVA, 3 x 2 000 kVA, 1 x 1 040 kVA, 6 x 550 kVA, 5 x 500 kVA - déjà autorisés pour une durée indéterminée (inchangé)***
		- ***3 alternateurs de 1 x 1.000 kVA et 2 x 160 kVA respectivement - demandés pour une durée indéterminée (renouvellement)***
		- ***1 alternateur supplémentaire de 150 kVA - demandé pour une durée indéterminée (nouveau)***
* Section 12.2.1° : Transformateurs (utilisation de) d'une capacité nominale individuelle inférieure ou égale à 1 000 kVA

***Licencié :***

* + ***23 transformateurs (bâtiments 1 NT/ 1g/ 1m, 1c, 38, 58, 66b, 125, 148, 45b, 66, 71, 215) Modifications :***
	+ ***N'est plus classé selon la liste de classification Vlarem II, la section n'existe plus et est supprimée.***

***Quantité totale consolidée :***

* + ***0 kVA, rubrique à supprimer***
* Section 12.2.2° : Transformateurs (utilisation de) d'une capacité nominale individuelle de plus de

1 000 kVA

***Licencié :***

* ***23 transformateurs d'une capacité totale de 30 150 kVA Changements :***
* ***Transformateurs supplémentaires dans les bâtiments 1a, 1b, 1g, 1m, 1o et 311***
* ***Variation du nombre de transformateurs et de la puissance sous licence dans les bâtiments 1a et 1nt***
* ***Transformateurs non modifiés dans les bâtiments 1a, 1op, 16c Quantité totale consolidée :***
* ***45 transformateurs d'une capacité totale de 70 050 kVA***
	+ ***2 transformateurs d'une capacité de 1 250 kVA chacun - date d'expiration 10/01/2028 (inchangé)***
	+ ***14 transformateurs d'une capacité de 4 x 1 600 kVA, 10 x 1 250 kVA - déjà sous licence pour une durée indéterminée (inchangé)***
	+ ***24 transformateurs supplémentaires d'une capacité respective de 8 x 2.500 KVA, 6 x 1.600 KVA et 10 x 1.250 kVA - demandés pour une durée indéterminée (nouveau)***
	+ ***2 transformateurs d'une capacité de 1 400 kVA chacun (2 x 1 250 licenciés) - modification demandée pour une durée déterminée (date d'expiration 10/01/2028)***
	+ ***3 transformateurs de 1 250 kVA chacun (5 x 1 250 kVA sous licence) - déjà sous licence pour une durée indéterminée (changement)***
* Section 12.3.1°/ 12.3.2° : Piles et chargeurs de piles

***Licencié :***

* + ***Batteries et chargeurs de batteries d'une capacité totale de 764 083,22 Vah***

***Changements :***

* + ***N'est plus classé selon la liste de classification Vlarem II, l'entrée peut être supprimée Quantité totale consolidée***
	+ ***0 Vah, la section est supprimée***
* Section 15.1.2° Espace couvert ou non dans lequel sont entreposés les véhicules suivants : plus de 25 véhicules à moteur ou remorques qui ne sont pas des voitures particulières, des cyclomoteurs, des motocyclettes ou des véhicules tels que définis à l'article 3, 73°, du Code des chemins de fer du 30 août 2013.

***Licencié :***

* + ***Stockage de 922 véhicules autres que des voitures particulières (dans les bâtiments 102, 112-128, 160, 204G, 45b, 133, aire de trafic 9, quai EA A, quai EA B, 159, 305-305a)***

***Changements :***

* + ***Collecte des véhicules stockés dans les zones d'équipement (les permis séparés pour les sites autorisés EA Pier A, EA Pier B, apron 9 ne s'appliqueront plus et seront inclus dans la collecte des véhicules stockés dans les zones d'équipement, cette activité sera incluse en tant que nouvelle activité).***
	+ ***Nombre inchangé de véhicules stationnés dans les bâtiments 102, 204G***
	+ ***Suppression des véhicules en stationnement dans les bâtiments 159, 160 et 305***
	+ ***Renouvellement du nombre de véhicules stationnés dans les bâtiments 112-128 et 133***

***Quantité totale consolidée :***

* + ***Stockage de 5 299 véhicules autres que les voitures particulières (y compris les camions de pompiers, les camionnettes, les remorques, le matériel de manutention, les chariots à bagages, les escaliers, les plates-formes élévatrices à ciseaux) :***
		- ***Stockage d'un maximum de 5 200 véhicules répartis sur les différentes zones d'équipement (810 véhicules autorisés par des permis distincts, qui ne sont plus d'actualité) - demande pour une durée indéterminée (nouveau)***
		- ***Stockage de 30 véhicules au bâtiment 45b (28 véhicules autorisés) - modification demandée pour une durée déterminée (date d'expiration 05/09/2036)***
		- ***Stockage de 17 véhicules au maximum (10+7) aux bâtiments 102 et 204g - déjà autorisé pour une durée indéterminée (inchangé)***
		- ***Stockage de 52 véhicules (16+36 dans les bâtiments 112-128 et 133), demandé pour une durée indéterminée (renouvellement)***
* Section 15.2 Ateliers de contrôle, de réparation et d'entretien de véhicules à moteur (y compris les travaux de carrosserie) autres que les ateliers énumérés à la section 15.3 [...].

***Licencié :***

* + ***2 fosses d'inspection (une dans le bâtiment 112 et une dans le bâtiment 128) et un atelier avec 2 ponts élévateurs dans le bâtiment 133.***

***Changements :***

* + ***Renouvellement de l'atelier du bâtiment 133 (2 ponts levants)***
	+ ***Supprimer l'atelier dans le bâtiment 112-128 (2 cheminées) Quantité totale consolidée :***
	+ ***1 atelier avec 2 ponts levants (bâtiment 133)***
		- ***1 atelier avec 2 ponts élévateurs - demandé pour une durée indéterminée (renouvellement)***
* Point 15.4.2.a) Autres établissements non domestiques de lavage de véhicules à moteur et de leurs remorques : entièrement ou partiellement situés dans une zone autre que la zone industrielle mentionnée au 1°, dans lesquels moins de 10 véhicules à moteur et leurs remorques sont lavés par jour

***Licencié :***

* + ***Lavage de moins de 10 véhicules par jour, dans les bâtiments 45b et 204g Amendements :***
	+ ***Aucune modification demandée, mais spécification du nombre de véhicules, car cela n'est pas explicitement indiqué dans le permis existant.***

***Quantité totale consolidée :***

* + ***2 baies de lavage pour le lavage de moins de 10 véhicules par jour***
		- ***1 aire de lavage (204g) pour le lavage de max. 2 véhicules/jour - déjà autorisée pour une durée indéterminée (inchangée)***
		- ***1 aire de lavage (45b) pour le lavage de max. 2 véhicules/jour - date d'expiration 05/09/2036 (inchangé)***
* Section 16.3.1° Installations de traitement physique des gaz (compression - détente) : Installations de refroidissement, pompes à chaleur et installations de conditionnement d'air, dont la quantité combinée dépasse 2 000 tonnes d'équivalent CO2

***Licencié :***

* + ***Centrales de refroidissement d'une puissance électrique combinée de 15 932,18 kW Changements :***
	+ ***Renouvellement (+ changement) des systèmes de refroidissement dans les bâtiments 1OT, 112-128 et 133***
	+ ***Nouveaux équipements de refroidissement dans les bâtiments 16, 38, 66, 69, 309, 707a, 707h, 707l et 707m***
	+ ***Changement de puissance des installations dans les bâtiments 1a, 1b, 1NT, 1c, 9,34, 36, 61, 66,204, 213, 215 et 319***

***Quantité totale consolidée :***

* + ***Installations de refroidissement d'une puissance électrique combinée de 6 648,05 kW et de 10 072,69 tonnes d'équivalent C02***
		- ***Installations de refroidissement d'une puissance combinée de 70 kW - date d'expiration 05/09/2036 (inchangé)***
		- ***Installations de refroidissement d'une capacité combinée de 801 kW (licence de 1 271,20 kW) - demande illimitée (renouvellement + modification)***
		- ***Matériel de refroidissement supplémentaire d'une capacité totale de 327,85 kW - demandé pour une durée indéterminée (nouveau)***
		- ***Modification de la puissance totale de l'installation de refroidissement du bâtiment 1b - Pier b à 45,6 kW (licence pour 53,68 kW) - modification demandée pour une durée déterminée (date d'expiration 14/01/2028)***
		- ***Modification de la puissance totale des équipements de refroidissement du bâtiment 1NT à 3 062,7 kW (licence de 3 697 kW) - modification demandée pour une durée déterminée (date d'expiration 10/01/2028)***
		- ***Modification de la puissance totale de l'équipement de refroidissement du bâtiment 1C à 616,75 kW (licence de 766,9 kW) - modification demandée pour une durée déterminée (date d'expiration 24/08/2029)***
		- ***Modification de la capacité totale des unités de refroidissement dans les bâtiments 1a, 9, 36, 204g, 215, 34, 61, 213 et 319 à 1 724,15 kW (autorisée pour 10 073,40 kW) déjà autorisée pour une durée indéterminée (modification)***
* Point 16.3.2 a) Équipements pour le traitement physique des gaz (compression - détente) : Équipements frigorifiques, compresseurs d'air, pompes à chaleur, équipements de conditionnement d'air et autres équipements pour le traitement physique des gaz, à l'exclusion des équipements classés sous la rubrique 16.9(c), d'une puissance motrice totale installée de : 5 kW à 200 kW inclus

***Licencié :***

* + ***Compresseurs d'une puissance totale de 411,70 kW Changements :***
	+ ***Compresseurs supplémentaires dans le bâtiment 133***
	+ ***Renouvellement des compresseurs du bâtiment 133***
	+ ***Changement des compresseurs dans les bâtiments 45b et 204g***
	+ ***Compresseurs non modifiés dans les bâtiments 1nt/1g/1m et 38***
	+ ***Supprimer les compresseurs dans les bâtiments 1nt/1g/1m Quantité totale consolidée :***
	+ ***Compresseurs d'une puissance combinée de 90,4 kW***
		- ***2 compresseurs supplémentaires d'une puissance de 1,5 kW et 2,2 kW respectivement, soit un total de 3,7 kW - demande pour une durée indéterminée (nouvelle)***
		- ***1 compresseur d'une puissance de 11 kW - demande pour une durée indéterminée (renouvellement)***
		- ***3 compresseurs d'une puissance respective de 2 x 7,5 kW, 2,2 kW, total 52,7 kW - déjà sous licence pour une durée indéterminée (inchangée)***
		- ***2 compresseurs de 43 kW (30+13) - date d'expiration 10/01/2028 (inchangée)***
		- ***Modification de la puissance d'un compresseur de 30 kW à 7,5 kW - déjà autorisé pour une durée indéterminée (modification)***
		- ***Modification de la puissance d'un compresseur de 30 kW à 7,5 kW - modification demandée pour une durée déterminée (date d'expiration 05/09/2036)***
* Section 16.4.2° Établissements pour le remplissage non domestique de conteneurs mobiles et pour la fourniture de véhicules à moteur, à l'exception des établissements énumérés à la section 16.9, avec :

***Licencié :***

* + ***Installation pour le remplissage de récipients avec de l'oxygène gazeux Modifications :***
	+ ***L'installation n'est plus présente Quantité totale consolidée :***
	+ ***Le titre peut être supprimé***
* Section 17.1.1.1 Sites de stockage d'aérosols

***Licencié :***

* + ***Stockage d'aérosols de 5,95 L Modifications :***
	+ ***La quantité est inférieure au seuil d'autorisation (= 300 litres), la section peut être supprimée.***

***Quantité totale consolidée***

* + ***Le titre peut être supprimé***
* Section 17.1.2.1.2 Lieux de stockage de gaz dangereux en récipients mobiles, à l'exception de ceux énumérés à la section 48, d'une capacité en eau combinée supérieure à 1 000 litres

***Licencié :***

* + ***Stockage d'un maximum total de 1 678 litres de gaz dans des conteneurs transportables (oxygène et azote)***

***Changements***

* + ***Modification du stockage des bouteilles de gaz dans le bâtiment 45b***
	+ ***Supprimer le stockage de bouteilles de gaz dans le bâtiment 112-128***
	+ ***Stockage supplémentaire de bouteilles de gaz dans le bâtiment 204g Quantité totale consolidée :***
	+ ***Stockage de gaz dans des conteneurs transportables d'une capacité totale de 1 200 litres dont :***
		- ***600 litres d'oxygène (350 litres sous licence) - modification demandée pour une durée déterminée (date d'expiration 05/09/2036)***
		- ***600 litres d'azote - demandés pour une durée indéterminée (nouveau)***
* Section 17.3.2.1.1.2° Installations de stockage de liquides et de solides dangereux, à l'exception des installations de stockage énumérées aux sections 17.1, 17.4 et 48 : liquides et solides inflammables : liquides inflammables de la catégorie de danger 3 : gasoil, diesel, fioul léger et

liquides similaires ayant un point d'éclair > 55 °C et dont la capacité de stockage combinée est : supérieure à 20 tonnes et inférieure ou égale à 500 tonnes

***Licencié :***

* + ***Stockage d'un total de 165 150 litres de gasoil Changes :***
	+ ***Stockage inchangé de gazole dans les bâtiments 1nt/1g/1m, 1c, 34, 38 ,61, 213, 215, 305, 319***
	+ ***Renouvellement du stockage de gasoil dans les bâtiments 1ot, 112-128 et 148***
	+ ***Supprimer une partie du stockage de gasoil dans le bâtiment 66b, 112-128 et 215***
	+ ***Stockage supplémentaire de gasoil dans le bâtiment 204G Quantité totale consolidée :***
	+ ***Stockage d'un total de 154 300 litres (129 360 kg) de gasoil***
		- ***Stockage de 1 000 litres supplémentaires de gasoil (840 kg) - demande pour une durée indéterminée (nouvelle)***
		- ***Stockage de 13 800 litres (11 340 kg) de gasoil - demande de durée indéterminée (renouvellement)***
		- ***Stockage de 112 700 litres (94 668 kg) de gasoil - déjà autorisé pour une durée indéterminée (inchangé)***
		- ***Stockage de 26 800 litres (22 512 kg) de gasoil - date d'expiration 10/01/2028 (inchangé)***
* Section 17.3.2.2.1° Installations de stockage de liquides et de solides dangereux, à l'exception de ceux énumérés aux sections 17.1, 17.4 et à la section 48 : liquides inflammables des catégories de danger 1 et 2 avec une capacité de stockage combinée de : 50 kg jusqu'à 2 tonnes incluses

***Licencié :***

* + ***Stockage de 150 litres d'essence Amendements :***
	+ ***Modification du stockage d'essence dans le bâtiment 45b Quantité totale consolidée :***
	+ ***Stockage de 200 litres (144 kg) d'essence (tremble)***
		- ***Stockage de 200 litres/144 kg d'essence (150 L autorisés) - modification demandée pour une durée déterminée (date d'expiration 05/09/2036)***
* Section 17.3.6.2°b) Lieux de stockage de liquides et de solides dangereux, à l'exception des lieux de stockage mentionnés aux sections 17.1, 17.4 et à la section 48 : liquides et solides dangereux : plus de 2 tonnes et jusqu'à 100 tonnes incluses, si l'établissement est entièrement ou partiellement situé dans une zone autre qu'une zone industrielle.

***Licencié :***

* + ***Stockage de 5 000 litres de glycol et de 200 litres d'antigel, soit un total de 5 200 litres :***
	+ ***Stockage supplémentaire de concentré de mousse anti-incendie dans le bâtiment 204g***
	+ ***Stockage supplémentaire de paraffine dans le bâtiment 45***
	+ ***Stockage inchangé de glycol dans le bâtiment 1nt/1g/1m***
	+ ***Renouvellement du stockage d'antigel dans le bâtiment 133 Quantité totale consolidée :***
	+ ***Stockage de 21 200 litres (17 640,17 kg) de glycol, de paraffine, d'antigel et de concentré de mousse anti-incendie.***
		- ***Stockage de 5 000 litres (4 200 kg) de glycol - date d'expiration 10/01/2028 (inchangé)***
		- ***Stockage supplémentaire de 1 000 litres de paraffine (840 kg) et de 15 000 litres de concentré de mousse anti-incendie en GRV (12 600 kg) - demande pour une durée indéterminée (nouvelle)***
		- ***Stockage de 200 litres d'antigel - demande de durée indéterminée (renouvellement)***
* Section 17.3.7.2°b) Liquides et solides dangereux pour la santé à long terme : plus de 2 tonnes et jusqu'à 50 tonnes incluses, si l'établissement est situé en tout ou en partie dans une zone autre qu'une zone industrielle.

***Licencié :***

* + ***Stockage de 5 000 litres de glycol et de 200 litres d'antigel, soit un total de 5 200 litres :***
	+ ***Renouvellement du stockage d'antigel dans le bâtiment 133***
	+ ***Stockage inchangé de glycol dans le bâtiment 1 nt/1g/1m Quantité totale consolidée :***
	+ ***Stockage de 5 200 litres (4 370 kg) de glycol et d'antigel***
		- ***Stockage de 200 litres d'antigel - demande de durée indéterminée (renouvellement)***
		- ***Stockage de 5 000 litres de glycol - date d'expiration 10/01/2028 (inchangé)***
* Section 17.4 : Lieux de stockage pour liquides et solides dangereux, à l'exclusion des lieux de stockage énumérés à la section 48, et produits marqués du pictogramme de danger SGH01, dans des emballages d'une capacité ne dépassant pas 30 litres ou 30 kilogrammes, lorsque le stockage maximal est compris entre 50 kg ou 50 l et 5 000 kg ou 5 000 l.

***Licencié :***

* + ***Stockage de diverses substances dangereuses dans des emballages d'une capacité maximale de 30 litres et d'une quantité totale de 12 321,15 kg.***

***> Étant donné que certaines licences individuelles prévoyaient une quantité maximale de 5 000 kg, cette quantité cumulée "sous licence" dépasse le seuil de l'article 17.4, à savoir 5 000 litres. En réalité, le stockage porte sur une quantité bien moindre. Les quantités sont spécifiées dans cette mise à jour et totalisent moins de 5 000 litres.***

***Changements***

* + ***Renouvellement (+changement) de l'entreposage de petits paquets dans le bâtiment 133***
	+ ***Stockage modifié (spécification de la quantité) en petits colis dans les bâtiments 1nt, 1a, 16.45b et 204g***

***Quantité totale consolidée :***

* + ***Stockage jusqu'à 4 750 litres/kg de divers produits dangereux en petits conditionnements***
		- ***Stockage jusqu'à 400 litres dans le bâtiment 1NT (licence pour 5 000 litres) - expiration le 10/01/2028 (modification, demandée pour une durée limitée)***
		- ***Stockage de 2 100 litres maximum dans le bâtiment 45b (licence pour 416,15 litres) - date d'expiration 05/09/2036 (modification demandée pour une durée déterminée)***
		- ***Stockage jusqu'à 900 litres dans le bâtiment 16 (autorisation pour 997 litres) - date d'expiration 27/04/2037 (modification demandée pour une durée limitée)***
		- ***Stockage de 200 litres maximum dans le bâtiment 1a Pier A (autorisé pour 5 000 litres) et de 350 litres maximum dans le bâtiment 204g (autorisé pour 328 litres) - déjà autorisé pour une durée indéterminée (modification)***
		- ***Stockage jusqu'à 800 litres dans le bâtiment 133 - demande indéterminée (renouvellement)***
* Section 19.3.1 : Bois (bois, écorce, canne, lin (partie ligneuse), paille ou produits similaires) : établissements de traitement mécanique et de fabrication du bois : 5 kW à 100 kW, si l'établissement est entièrement ou partiellement situé dans une zone autre qu'une zone industrielle pour la fabrication d'articles en bois et similaires, avec une puissance motrice totale installée de :

***Licencié :***

* + ***5 machines à bois (2 perceuses, 2 scies et une perceuse à colonne) d'une puissance totale de 7,42 kW (bâtiment 9), autorisées pour une durée indéterminée***

***Changements :***

* + ***Pas d'objet d'application - Matériel de travail du bois non modifié Quantité totale consolidée :***
	+ ***5 machines à bois d'une puissance totale de 7,42 kW dont***
		- ***5 machines à travailler le bois d'une puissance totale de 7,42 kW - déjà autorisées pour une durée indéterminée (inchangé)***
* Section 29.5.2.1.b) : Métaux ou ouvrages en métal (travail ou traitement des métaux) : Forges, autres que celles énumérées à la section 29.5.1, et établissements de traitement mécanique ou physique des métaux et de fabrication d'articles en métal : 5 kW jusqu'à 100 kW inclus, si l'établissement est entièrement ou partiellement situé dans une zone autre qu'une zone industrielle.

***Licencié :***

* + ***Équipement de travail des métaux d'une puissance combinée de 6 kW Modifications :***
	+ ***Renouvellement des appareils de métallurgie existants dans le bâtiment 133 (6 kW) et appareils supplémentaires de 5,88 kW***

***Quantité totale consolidée :***

* + ***Divers équipements pour le travail des métaux d'une puissance totale de 11,88 kW***
		- ***Machines pour le travail des métaux d'une puissance totale de 6 kW - demande de durée indéterminée (renouvellement)***
		- ***Appareils supplémentaires pour le travail des métaux d'une puissance combinée de 5,88 kW - demande de durée indéterminée (nouvelle)***
* Section 29.5.7.1.a.2 : Métaux ou objets métalliques (traitement ou manipulation) : dégraissage de métaux ou d'objets métalliques au moyen de solvants halogénés ou de solvants dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 55 °C, avec une capacité totale des bains et des bains de rinçage ou des récipients collecteurs pour la collecte des produits chimiques utilisés comprise entre 10 et 300 litres, si l'établissement est entièrement ou partiellement situé dans une zone autre qu'une zone industrielle.

***Licencié :***

* + ***Bain de dégraissage de 60 litres avec dégraissant Mecanet DS74 dans le bâtiment 112-128 et bain de dégraissage de 200 litres dans le bâtiment 133 (jusqu'au 04/11/2024)***

***Changements :***

* + ***Suppression du bain de dégraissage de 60 litres dans le bâtiment 112-128, devenu sans objet***
	+ ***Renouvellement du bain de dégraissage de 200 litres dans le bâtiment 133 Quantité totale consolidée :***
	+ ***1 bain de dégraissage de 200 litres (bâtiment 133)***
		- ***1 bain de dégraissage de 200 litres, application pour une durée indéterminée (renouvellement)***
* Section 31.1.3° : Moteurs à combustion interne (moteurs fixes et turbines à gaz) : moteurs fixes et turbines à gaz d'une puissance thermique nominale totale : supérieure à 5 000 kW

***Licencié :***

* + ***Moteurs diesel d'une puissance totale combinée de 30 662 kW Modifications :***
	+ ***Moteurs non modifiés dans les bâtiments 1nt/1g/1m, 1c, 16, 34, 38, 45b, 61, 148, 204g, 213, 215,***

***319***

* + ***Renouvellement des moteurs des bâtiments 1ot et 112-128***
	+ ***Moteur diesel supplémentaire dans le bâtiment 66b***
	+ ***Suppression d'un moteur diesel non installé dans le bâtiment 45 Quantité totale consolidée :***
	+ ***27 moteurs diesel/CHP d'une capacité totale de 31 524 kW***
		- ***17 moteurs diesel d'une puissance totale de 19 975 kW - déjà autorisés pour une durée indéterminée (sans changement)***
		- ***3 moteurs diesel d'une capacité de 1 600 kW chacun, soit un total de 4 800 kW - modification demandée pour une durée indéterminée (4 000 kW sous licence)***
		- ***1 moteur diesel d'une puissance de 225 kW - date d'expiration 24/08/2029, inchangée***
		- ***2 Cogénération d'une capacité de 4.200 kW - date d'expiration 27/04/2037 (inchangé)***
		- ***1 moteur diesel supplémentaire d'une capacité de 150 kW - demande de durée indéterminée (nouvelle)***
		- ***3 moteurs diesel d'une capacité de 882 kW et 2 x 146 kW, soit un total de 1 174 kW - demande de durée indéterminée (renouvellement)***
* Section 38.3.2 : Stockage des munitions

***Licencié :***

* + ***Le permis précédent expirant en 2022, la demande a été déposée en tant que "nouvelle" section Changes :***
	+ ***Nouveau stockage de munitions et de feux d'artifice dans le bâtiment 126a Quantité totale consolidée :***
	+ ***10 kg de cartouches de chasse et de percussion et de munitions d'entraînement + 25 kg d'artifices de divertissement (contenant des sas pyrotechniques), soit un total de 35 kg de munitions et d'artifices - demande de durée indéterminée (nouvelle)***

***> Les feux d'artifice sont du matériel saisi par les douanes. Les cartouches de chasse et les cartouches à percussion constituent le stock nécessaire à la lutte contre la faune dans les locaux.***

* Section 39.4.1 Générateurs de vapeur et chauffe-eau (fixes) : échangeurs de chaleur autres que ceux énumérés à la section 39.2 et échangeurs de chaleur pour habitations raccordées à un réseau de distribution de vapeur, d'une capacité individuelle d'espace secondaire de : 25 l à 5 000 l inclus

***Licencié :***

* + ***11 échangeurs de chaleur Changements :***
	+ ***Échangeurs de chaleur non modifiés dans les bâtiments 1a - Pier A, 1 NT et 16***
	+ ***Echangeurs de chaleur supplémentaires dans les bâtiments 1OT, 1C, 1TUN et 1a - Pier 1A Quantité totale consolidée :***
	+ ***37 échangeurs de chaleur d'une capacité totale de 3 403 litres dans la salle secondaire***
		- ***3 échangeurs de chaleur - déjà sous licence pour une durée indéterminée (inchangé)***
		- ***2 échangeurs de chaleur - date d'expiration 27/04/2037 (inchangé)***
		- ***8 échangeurs de chaleur - date d'expiration 10/01/2028 (inchangé)***
		- ***24 échangeurs de chaleur supplémentaires, demandés pour une durée indéterminée (nouveau)***
* Section 39.4.2 Chauffe-vapeur et chauffe-eau (fixes) : échangeurs de chaleur autres que ceux énumérés à la section 39.2 et échangeurs de chaleur pour les systèmes de chauffage à distance.

les habitations raccordées au réseau de distribution de vapeur, dont le volume de l'espace secondaire individuel est supérieur à 5 000 litres

***Licencié :***

* + ***2 échangeurs de chaleur avec un espace secondaire de plus de 5 000 litres Amendements :***
	+ ***Pas d'objet d'application - Echangeurs de chaleur non modifiés dans les bâtiments 1 NT Quantité totale consolidée :***
	+ ***Échangeurs de chaleur d'une capacité d'espace secondaire supérieure à 5 000 litres***
		- ***2 échangeur de chaleur avec espace secondaire d'une capacité supérieure à 5000 litres - date d'expiration 10/01/2028 (inchangée)***
* Section 43.1.3° : Installations de combustion : combustion dans des installations, à l'exclusion des moteurs fixes et des turbines à gaz : plus de 5 000 kW

***Licencié :***

* + ***19 installations de combustion d'une capacité totale de 92 922 kW Changements :***
	+ ***Renouvellement des installations de combustion dans le bâtiment 112-128, 133***
	+ ***Installations de combustion non modifiées dans les bâtiments 9, 16***
	+ ***Supprimer 2 installations de combustion de 425 kW chacune dans le bâtiment 160 Quantité totale consolidée :***
	+ ***17 installations de combustion d'une puissance thermique combinée de 92 072 kW***
		- ***3 installations de combustion de gaz naturel de 2 x 170 kW et 240 kW, bâtiment 112-128 - demande de durée indéterminée (renouvellement)***
		- ***6 conduites de gaz à combustion directe de 45 kW chacune (total 270 kW) et 1 installation de combustion de 256 kW, bâtiment 133 - demande pour une durée indéterminée (renouvellement)***
		- ***2 installations de combustion d'une capacité de 170 kW chacune - déjà autorisées pour une durée indéterminée (inchangée)***
		- ***5 installations de combustion d'une capacité de 2 x 4.615 kW, 34.884 kW, 2 x 23.256 kW respectivement - date d'expiration 27/04/2037 (inchangé)***
* Section 43.3.2° : installations de combustion : combustion dans des installations, y compris les moteurs fixes et les turbines à gaz, d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW

***Licencié :***

* + ***5 centrales de chauffage au gaz naturel et 2 moteurs à gaz stationnaires d'une capacité thermique combinée de 95,83 MW***

***Changements :***

* + ***Pas d'objet de la demande - inchangé***

***Quantité totale consolidée :***

* + ***5 centrales de chauffage au gaz naturel et 2 moteurs à gaz stationnaires d'une capacité thermique combinée de 95,83 MW***
		- ***5 installations de chauffage au gaz naturel d'une puissance thermique individuelle de 2x 4,615 MW, 34,884 MW et 2x 23,256 MW et 2 moteurs à gaz stationnaires d'une puissance thermique nominale individuelle de 2,6 MW chacun - date d'expiration 27/04/2037 (inchangée)***
* Section 43.4 : installations de combustion : installations destinées à la combustion de combustibles d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 20 MW, à l'exclusion des installations destinées à la combustion de déchets dangereux ou de déchets municipaux

***Licencié :***

* + ***5 centrales de chauffage au gaz naturel et 2 moteurs à gaz stationnaires d'une capacité thermique combinée de 95,83 MW***

***Changements :***

* + ***Pas d'objet de la demande - inchangé Quantité totale consolidée :***
	+ ***5 centrales de chauffage au gaz naturel et 2 moteurs à gaz stationnaires d'une capacité thermique combinée de 95,83 MW***
		- ***5 installations de chauffage au gaz naturel d'une puissance thermique individuelle de 2x 4,615 MW, 34,884 MW et 2x 23,256 MW et 2 moteurs à gaz stationnaires d'une puissance thermique nominale individuelle de 2,6 MW chacun - date d'expiration 27/04/2037 (inchangée)***
* Rubrique 50 : lieux de stockage de sel de déneigement, à l'exclusion des lieux de stockage mentionnés à la rubrique 48, de plus de 20 tonnes

***Licencié :***

* + ***Stockage de sel de voirie, autre que celui visé à la rubrique 48, supérieur à 20 tonnes, soit 264 tonnes en silos et 150 tonnes de stockage d'urgence de sel à gros grains. Total 414 tonnes.***

***Changements :***

* + ***Supprimer la partie concernant le stockage du sel de déneigement dans le bâtiment 133***
	+ ***Stockage supplémentaire de sel de voirie dans le bâtiment 133 Quantité totale consolidée :***
	+ ***120 tonnes de sel de déneigement stockées dans un silo de 100 m³.***
		- ***Modification du stockage pour 120 tonnes de sel de voirie dans 1 silo de 100 m³ - demande pour une durée indéterminée (renouvellement)***
* Section 53.6 : Extraction d'eau souterraine : forage de puits d'extraction d'eau souterraine et extraction d'eau souterraine utilisée pour le stockage d'énergie thermique dans les aquifères, y compris le rétropompage, avec un débit d'au moins 30 000 m³/an.

***Licencié :***

* + ***Une extraction d'eau souterraine (y compris le rétropompage) pour le stockage d'énergie thermique (KWO) avec un débit pompé de 250 880 m³/an (bâtiment 1 nt/1g/1m).***

***Changements :***

* + ***Pas d'objet de la demande - inchangé Quantité totale consolidée :***
	+ ***Une extraction d'eau souterraine pour le stockage d'énergie thermique (KWO) avec un débit de pompage de 250 880 m³/an***
		- ***Un prélèvement d'eau souterraine (y compris le rétropompage) pour le stockage d'énergie thermique (KWO) avec un débit pompé de 250 880 m³/an - date d'expiration 10/01/2028 (inchangée)***
* Cap 57.1.2° : Aérodromes : Terrains pour les aérodromes ayant une piste : de 800 mètres ou plus

***Licencié :***

* + ***Un aéroport avec 3 pistes de décollage et d'atterrissage respectivement 07L-25R de 3 638m, 07R-25L de 3 211m et 01-19 de 2 984m.***

***Changements :***

* + ***Renouvellement des 3 pistes d'atterrissage Quantité totale consolidée :***
	+ ***3 pistes d'atterrissage avec des distances respectives de 3 638 m, 3 211 m et 2 984 m***
		- ***3 pistes avec des distances respectives de 3.638m, 3.211m et 2.984m - demande pour une durée indéterminée (renouvellement)***

**Permis d'urbanisme**

Les permis d'environnement arrivant à échéance qui font l'objet de la présente demande sont énumérés dans l'onglet "historique (permis d'environnement)" de la demande de permis d'environnement et dans l'addendum C14.

Comme indiqué dans le premier paragraphe, la raison de la demande de permis environnemental est la nécessité d'un renouvellement. Un certain nombre d'interventions dites d'optimisation sont également envisagées à court terme : elles sont expliquées dans la section 2.4.5 du RIE et sont également incluses dans le champ d'application du RIE. En particulier, un nouveau site ferroviaire d'essai sera établi comme l'une des mesures d'atténuation proposées dans l'EIE. Cependant, le site du chemin de fer d'essai ne nécessite pas de bâtiment. La demande actuelle n'a donc pas pour objet des actions d'urbanisme : aucun bâtiment ne sera construit et les pistes ne seront pas modifiées. L'article 8.1. du " décret d'exemption " (décret du gouvernement flamand déterminant les actes [d'urbanisme] pour lesquels aucun [permis environnemental] n'est requis) prévoit d'ailleurs une exemption spécifique pour la catégorie des aéroports :

*Le permis d'urbanisme n'est pas nécessaire pour le réaménagement du terrain clôturé ou non clôturé suivant, si aucun bâtiment n'est construit et si le réaménagement est spécifique à la fonction du terrain :*

*8° aéroports si la piste n'est pas modifiée.*

Les constructions et les actes d'urbanisme existants ont fait l'objet d'un permis ou sont réputés avoir fait l'objet d'un permis. Un aperçu des permis d'urbanisme (le cas échéant, depuis 2017, des *permis environnementaux pour les actes d'urbanisme*) pour les bâtiments et les structures qui font partie de l'objet de la demande est inclus dans l'addendum C14. Compte tenu de l'histoire de l'aéroport et de la taille du site, la liste est longue.

Avec chaque permis environnemental (ou anciennement permis d'urbanisme), la situation en matière d'aménagement et d'urbanisme a été (ré)évaluée. Toutes les constructions et actions d'urbanisme ont fait l'objet d'une autorisation.

Cela signifie que la présente application peut s'appuyer sur la situation déjà existante et ayant fait l'objet d'une autorisation définitive.

Outre l'évaluation de l'impact des interventions d'optimisation, l'EIE évaluera également les effets d'un certain nombre de développements et d'améliorations futurs, tels que, par exemple, l'extension de l'aérogare et de la plate-forme intermodale (voir l'explication à la section 2.4.6 de l'EIE). Ces projets feront l'objet d'une procédure d'autorisation environnementale distincte et, le cas échéant, d'une procédure d'EIE, car ils ne relèvent pas du champ d'application de l'IIOA, comme indiqué à la section 2.

L'évaluation d'une demande de permis environnemental porte à la fois sur la planification, l'urbanisme et la compatibilité environnementale. Les éléments de cette évaluation sont décrits en détail dans le RIE et, en ce qui concerne la compatibilité environnementale, complétés si nécessaire dans les sections de la demande de permis unique.